

DEC 9 1977



NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



COLLECTI . .

Distr.
GENERALE

A/32/395

2 décembre 1977

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/
FRANCAIS

Trente-deuxième session
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Lettre datée du 1er décembre 1977, adressée au Secrétaire général
par le représentant permanent de la Belgique auprès de l'Organisation
des Nations Unies

Au nom des pays membres de la Communauté économique européenne et avec l'accord de l'Organisation de coopération et de développement économiques, je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire diffuser, en tant que document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 12 de l'ordre du jour, le texte du communiqué de la seizième réunion à haut niveau du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

J'estime que ce document peut apporter une contribution importante aux travaux de l'Assemblée générale, notamment en ce qui concerne ce point de l'ordre du jour.

Le représentant permanent
de la Belgique

(Signé) André ERNEMANN

ANNEXE

Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération
et de développement économiques

Seizième réunion annuelle à haut niveau

Communiqué en date du 27 octobre 1977

1. La réunion annuelle à haut niveau du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE s'est tenue les 26 et 27 octobre 1977 au siège de l'Organisation à Paris. Présidée par M. Maurice Williams, Président du Comité, elle a rassemblé des ministres et des hauts fonctionnaires des dix-huit membres, ainsi que des représentants de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international a/

2. Le Comité a passé en revue les principales questions concernant la coopération pour le développement à la lumière des résultats de la Conférence sur la coopération économique internationale et de la Déclaration sur les relations avec les pays en développement adoptée en juin 1977 par le Conseil de l'OCDE siégeant au niveau des Ministres, compte tenu de l'évolution de l'environnement économique international. Il a été reconnu qu'à la suite de la Conférence des progrès concrets doivent être maintenant réalisés dans tous les domaines où les membres ont pris des engagements.

3. Les membres du CAD ont noté que les perspectives économiques et financières de la zone de l'OCDE restent très préoccupantes. Néanmoins, ils ont réaffirmé leur intention, telle qu'ils l'avaient exprimée dans différentes enceintes, d'accroître effectivement et substantiellement leur aide publique au développement et de mieux équilibrer leurs efforts à cet égard. Le CAD a examiné les plans d'aide actuels de ses membres et leurs intentions en la matière. Il en ressort que les différents membres prennent déjà des dispositions spécifiques pour accroître leur aide publique au développement au cours des quelques années à venir, conformément à la Déclaration de l'OCDE. Certains pays ont réaffirmé leur intention de chercher à porter le volume de leur APD à au moins 1 p. 100 de leur PNB; certains espèrent atteindre l'objectif de 0,7 p. 100 pour la fin de la décennie; les autres envisagent aussi pour la plupart de réaliser de notables augmentations de leur aide au cours des prochaines années. Plusieurs membres du CAD ont exprimé l'espoir que, parallèlement à leurs efforts et aux contributions des pays producteurs de pétrole, d'autres pays industrialisés joueraient eux aussi leur rôle dans l'effort global d'aide.

a/ Les membres du Comité sont les suivants : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Canada, Commission des communautés européennes, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède et Suisse.

4. La réunion est intervenue à un moment où commencent, au sein des Nations Unies et dans d'autres enceintes, les préparatifs d'importants examens de l'orientation future des approches du développement international et des politiques en la matière. Ces examens exigent la mise au point d'une conception plus large et à plus long terme de la stratégie du développement, qui emporte l'adhésion de l'opinion publique et parlementaire. Le CAD devrait jouer un rôle important en servant de cadre à la discussion et à l'examen des orientations envisagées par les membres pour contribuer de manière constructive à cette stratégie.

5. Dans le tiers monde, et bien souvent au sein d'un même pays, une capacité croissante d'adaptation de l'économie va de pair avec une vulnérabilité persistante, tandis que subsiste la misère des masses. Les membres du CAD ont insisté sur la nécessité de mieux comprendre les relations commerciales, financières, techniques et industrielles avec les pays en développement qui vont probablement se dessiner au cours des prochaines années. Il sera nécessaire d'étudier les tendances nouvelles ainsi que les orientations qu'elles appellent, et ce sera là l'une des tâches de l'Organisation pour la période à venir.

6. Les membres du CAD se sont tout particulièrement attachés au cours de cette réunion aux conséquences qu'une approche du développement plus résolument axée sur les besoins essentiels de l'être humain implique pour les politiques d'aide. Ils ont réaffirmé qu'ils étaient décidés à consacrer, en coopération avec les pays en développement, un effort progressivement plus important aux programmes destinés à répondre à ces besoins. Ils proposent que leurs vues sur les méthodes et les caractéristiques fondamentales de l'appui des donateurs, telles qu'elles sont énoncées dans le texte ci-joint de la "Déclaration des membres du CAD relative à une coopération pour le développement axée sur la croissance économique et les besoins essentiels de l'être humain", soient discutées avec les pays en développement.

7. Dans la mesure où les programmes qui contribuent à la satisfaction des besoins essentiels de l'être humain sont susceptibles de comporter une large part de dépenses locales, les membres du CAD examineront avec compréhension les demandes de participation au financement de ces dépenses, conformément aux lignes directrices retenues par le CAD pour le financement des dépenses locales, qu'ils ont adoptées à cette réunion. Plusieurs d'entre eux ont souligné l'importance du déliement réciproque qui est actuellement à l'étude et le CAD a décidé de poursuivre les discussions sur ce sujet.

APPENDICE

Déclaration des membres du Comité d'aide au développement
relative à une coopération pour le développement axée sur
la croissance économique et les besoins essentiels de
l'être humain, adoptée à la réunion à haut niveau le
27 octobre 1977

1. Dans la Déclaration sur les relations avec les pays en développement qu'ils ont adoptée en juin 1977, les gouvernements membres de l'OCDE reconnaissaient la nécessité de continuer à oeuvrer, de concert avec les pays en développement, pour améliorer et rendre plus efficace des politiques de coopération pour le développement ayant pour double objectif d'accroître les revenus et de répondre aux besoins essentiels de l'homme dans tous les pays en développement.

2. Les gouvernements membres souhaitent collaborer avec les pays en développement pour préciser les implications d'une approche plus résolument axée sur les besoins essentiels de l'être humain pour les efforts et les politiques de développement en s'appuyant sur les décisions prises au sein des Nations Unies et lors des conférences mondiales organisées par elles sur les problèmes en cause. Ils sont en particulier décidés à aider les pays en développement qui cherchent à accroître leur capacité de répondre plus efficacement aux besoins essentiels de leur population tout en réalisant une croissance autonome. Une approche du développement plus nettement tournée vers les besoins essentiels de l'être humain devrait permettre une intensification des efforts de coopération pour le développement d'être mieux comprise et plus largement soutenue.

Eléments essentiels de la notion et de l'approche retenues

3. Bon nombre de pays en développement ont accompli, en l'espace de quelques décennies, des progrès impressionnants sur le plan économique. Et pourtant, malgré ces progrès et l'action positive menée par la communauté internationale, le paupérisme continue à poser de graves problèmes. Le sort du milliard d'êtres humains qui, dans le monde, en grande partie faute d'emploi productif, restent incapables de subvenir ne serait-ce qu'à leurs besoins les plus urgents en matière d'alimentation, d'eau potable, de logement, de soins médicaux et d'instruction est particulièrement préoccupant. Devant cette situation, les membres du CAD soulignent la nécessité, exprimée dans la Déclaration de principes et le Programme d'action de la Conférence mondiale tripartite organisée par l'OIT ^{a/}, d'ajouter aux stratégies de développement une dimension nouvelle, plus directement axée sur des problèmes à résoudre pour répondre aux besoins essentiels de l'être humain.

4. La notion de besoins essentiels est nécessairement dynamique et particulière à chaque pays, car c'est à chaque pays en développement qu'il appartient de choisir et de définir ses propres objectifs et ses propres politiques en fonction de sa situation.

^{a/} Voir E/5857, annexe.

5. Le souci de répondre aux besoins essentiels de l'être humain ne dispense pas de la recherche d'une croissance économique plus rapide, qui passe par la modernisation, la mise en place d'infrastructures et l'industrialisation; il en est en fait un élément capital. En particulier, des politiques contribuant à accroître l'utilisation et la productivité des ressources disponibles, et notamment de la main-d'oeuvre, devraient favoriser à la fois la croissance et la justice sociale. Dans une approche du développement axée sur les besoins essentiels, ce ne sont pas les considérations de protection sociale ou de charité qui priment, c'est la productivité, car il s'agit d'accroître les revenus productifs des pauvres et d'asseoir sur des bases plus solides un développement à long terme autonome. Les programmes faisant appel à la plus large participation possible de la population dont ils visent à satisfaire les besoins sont ceux qui ont le plus de chances d'être efficaces.

6. Une modification constructive de la structure des relations économiques internationales, conduisant à un système économique mondial plus équitable et plus stable, qui assure à tous une vie meilleure, doit rester l'un des éléments fondamentaux de toute politique en faveur des pays en développement.

Caractéristiques fondamentales de l'appui des donateurs

7. L'adoption par les pays en développement de programmes de développement élargis visant des objectifs qui ont trait aux besoins essentiels de l'être humain et la mise en oeuvre des réformes allant de pair avec ces programmes entraînent un accroissement des transferts financiers nécessaires et exigent des efforts accrus de la part des pays donateurs. S'il est vrai que la plupart des pays en développement sont confrontés à de graves déséquilibres économiques et sociaux, le problème touche surtout les pays les plus pauvres, où vit la majorité des déshérités.

8. Aucun secteur ne devrait être exclu à priori du bénéfice d'une aide conçue de manière appropriée. L'importance de tel ou tel secteur variera en fonction de la situation et des priorités du pays en développement considéré. Pour que des progrès appréciables puissent être réalisés dans la voie d'un accroissement du revenu productif et du bien-être des pauvres, il faut mettre davantage l'accent dans les programmes d'aide sur les efforts visant à faciliter une expansion des possibilités en matière d'emploi productif, de développement rural, de production alimentaire, et d'organisation de services bien conçus et largement accessibles dans les domaines de la santé, du planning familial et de l'enseignement.

9. Les programmes d'aide devrait être de nature à favoriser une participation active des femmes au processus de développement.

10. Ce sont les sociétés les plus pauvres et leurs membres les plus défavorisés qui sont le plus durement touchés par les catastrophes naturelles. Aussi des concours extérieurs venant à l'appui d'efforts accrus de protection contre ces catastrophes peuvent-ils contribuer notablement à répondre aux besoins essentiels de l'être humain.

/...

11. Les membres du CAD reconnaissent la nécessité de renforcer leur propre capacité d'étayer avec souplesse et efficacité les programmes de développement axés sur ces besoins. Ils passeront en revue leurs pratiques administratives dans le domaine de l'aide pour faciliter la mise en oeuvre de celle-ci, en vue de s'en remettre de plus en plus aux autorités nationales et locales des pays en développement pour son administration, sans perdre de vue que les autorités chargées de l'aide sont responsables devant les gouvernements et les parlements de l'utilisation efficace des ressources d'aide. Les membres du CAD reconnaissent la valeur de la contribution croissante que les organisations non gouvernementales peuvent apporter dans le domaine des besoins essentiels.

12. Considérant que l'efficacité de la planification et de l'appareil administratif revêt une importance décisive pour le développement, les pays membres du CAD s'efforceront de répondre de manière positive aux pays en développement qui leur demanderont une aide à cette fin, notamment pour la formation de personnel ou le renforcement des institutions nationales dans des domaines comme la vulgarisation agricole et industrielle à l'intention des producteurs à faible revenu et l'organisation des services de base.

Amélioration de la coopération entre donneurs et bénéficiaires

13. Les membres du CAD sont prêts à déterminer avec les pays en développement intéressés les possibilités de renforcer l'appui financier et technique qu'ils apportent aux programmes de développement orientés vers les besoins essentiels et d'en accroître l'efficacité. Des programmes d'aide internationale qui étayent des politiques dans lesquelles les objectifs et les efforts de développement tendent à répondre aux besoins essentiels de l'individu et de la collectivité ne peuvent être définis qu'au niveau de chaque pays intéressé, à travers un dialogue actif entre les donneurs et le bénéficiaire, qui doivent à cet effet s'appuyer sur les mécanismes existants de coordination de l'aide internationale, tels que les consortiums et groupes consultatifs, et, en tant que de besoin, les renforcer ou étudier la possibilité de créer des dispositifs d'un genre nouveau.

14. Les membres du CAD accueilleront avec satisfaction les initiatives qui pourraient être prises par des pays en développement pour améliorer la coordination de l'aide internationale émanant de diverses sources et mieux intégrer cette aide dans les efforts et programmes nationaux de développement.

15. Ils s'emploieront à obtenir qu'une place plus importante soit faite à une approche du développement davantage axée sur les besoins essentiels de l'être humain dans les institutions internationales compétentes dont ils sont membres.

16. Les membres du CAD comptent coopérer avec les pays en développement pour intégrer les objectifs relatifs aux besoins essentiels de l'être humain dans la nouvelle stratégie internationale du développement qu'il est actuellement envisagé de mettre au point sous les auspices des Nations Unies, afin de fournir, pour la prochaine décennie, un cadre général pour une coopération économique internationale améliorée.

/...

Action future du CAD

17. Accroître l'efficacité de l'appui que les programmes d'aide apportent aux pays en développement dans la mise en oeuvre d'une approche du développement plus résolument axée sur les besoins essentiels de l'être humain restera dans les années à venir l'une des principales préoccupations du Comité d'aide au développement. Celui-ci, en tenant pleinement compte des résultats des discussions menées dans d'autres enceintes internationales, s'emploiera à clarifier les problèmes fondamentaux qui se posent du point de vue des programmes et des politiques, ainsi qu'à en définir les conséquences pratiques pour l'administration de l'aide et ses procédures. Il recherchera en tant que de besoin l'avis d'experts des pays en développement. Le CAD continuera d'examiner les programmes d'aide de ses membres et, ce faisant, cherchera à déterminer dans quelle mesure ils auront contribué à faire progresser les pays en développement dans la réalisation des objectifs liés aux besoins essentiels de l'être humain, en vue d'un accroissement du volume de ces programmes et de leur efficacité comme moyen d'étayer les efforts des pays en développement.
